



**CCI FRANCE
MADAGASCAR**

LETTRE DE VEILLE GÉOGRAPHIQUE

Mensuel d'information et d'analyses • N° 116 • Juin 2024



La situation économique actuelle de Madagascar est un enchevêtrement complexe de défis et d'opportunités. En dépit de la fragilité économique, le pays se tourne résolument vers le développement du secteur touristique, d'ailleurs perçu comme un levier essentiel pour relancer la croissance. L'International Tourism Fair Madagascar (ITM) 2024, combinée à la première édition du Salon International de l'Artisanat (IHM), est une initiative clé visant à dynamiser ce secteur vital. Pourtant, plusieurs questions demeurent : comment équilibrer la croissance touristique avec les besoins de développement infrastructurel et social du pays ? Quelles réformes sont nécessaires pour attirer et sécuriser les investissements étrangers dans un climat économique incertain ?

Le récent lancement du salon ITM 2024 a été marqué par des annonces ambitieuses du président Andry Rajoelina. La promesse de construire 11 500 chambres supplémentaires et 15 hôtels cinq étoiles, ainsi que l'ouverture imminente de la ligne aérienne entre Dubaï et Antananarivo, sont perçues comme une tentative audacieuse de repositionner Madagascar sur la carte touristique mondiale. L'arrivée de cette nouvelle ligne aérienne pourrait être une aubaine, ouvrant la Grande-Île à des flux en provenance du Moyen-Orient et au-delà. Cependant, cette expansion rapide pose la question de la capacité du pays à maintenir une offre de qualité. Tout cela doit également s'effectuer en gérant les pressions environnementales et infrastructurelles.

Le discours du président, lors de l'ouverture du salon, a souligné les efforts nécessaires pour répondre aux attentes croissantes des touristes internationaux. La modernisation des infrastructures de transport, la construction d'un village artisanal et l'expansion de Madagascar Airlines pour les vols intérieurs sont autant de projets prévus pour renforcer le secteur. Cependant, la réalisation de ceux-ci requiert une coordination efficace entre les différents acteurs du secteur. Une gestion rigoureuse des ressources financières et humaines est également indispensable. Les défis logistiques et financiers ne doivent pas être sous-estimés, surtout dans un pays où les infrastructures existantes sont souvent rudimentaires et mal entretenues.

En outre, l'un des événements phares du calendrier touristique malgache est le Festival des Baleines, qui se tient chaque année à Sainte Marie. Ce festival, qui attire des milliers de visiteurs, est non seulement une célébration de la biodiversité marine unique de Madagascar, mais aussi une plateforme de sensibilisation à la conservation de l'environnement. Le festival offre une multitude d'activités, allant des safaris baleines aux animations culturelles, en passant par des compétitions sportives. Toutefois, la gestion de cet afflux touristique doit se faire de manière durable pour préserver l'écosystème fragile de l'île.

Le développement touristique de Madagascar présente des opportunités économiques significatives, notamment en termes de création d'emplois et de stimulation de l'économie locale. Les initiatives telles que la construction d'hôtels de luxe et la modernisation des infrastructures de transport sont essentielles pour attirer des touristes haut de gamme. Cependant, ces développements doivent être équilibrés par des politiques de conservation strictes et des pratiques durables pour éviter une dégradation environnementale. Les réformes nécessaires pour améliorer l'environnement des affaires sont cruciales. Un cadre réglementaire clair et stable est indispensable pour attirer les investissements étrangers. De plus, des efforts doivent être faits pour lutter contre la corruption et améliorer la transparence administrative. La modernisation de l'appareil judiciaire et la mise en place de politiques fiscales incitatives pourraient également jouer un rôle majeur dans la sécurisation des investissements.

Le salon ITM et le Festival des Baleines sont des exemples de la manière dont Madagascar peut utiliser le tourisme comme un catalyseur pour le développement économique. Cependant, pour que le tourisme devienne un véritable moteur de croissance, il est impératif de surmonter les défis structurels et institutionnels qui entravent le développement du pays. L'engagement du gouvernement à créer un environnement propice aux investissements est un pas dans la bonne direction. En revanche, il doit être suivi d'actions concrètes et d'une gestion efficace des ressources.

Madagascar se trouve à un carrefour crucial. Le pays possède un potentiel touristique immense qui, si bien géré, peut conduire à une prospérité économique durable. Toutefois, les autorités doivent veiller à ce que les bénéfices économiques n'aillent pas au détriment de l'environnement et des communautés locales. La question demeure : Madagascar pourra-t-il transformer ces initiatives prometteuses en succès durable ? La réponse réside dans l'engagement collectif de tous les acteurs du secteur, la mise en place de réformes audacieuses et une gestion équilibrée des ressources naturelles et humaines.

Narindra RAKOTONDRAINIBE
Directrice de la CCIFM



+ DE 32 000

TONNES

de produits de pêche et aquacoles ont été exportées par la Grande île l'année dernière

Source : ministère de la Pêche et de l'Economie bleue



60 %

des pays les plus pauvres du monde sont surendettés ou menacés de le devenir

Source : Banque Mondiale



275

entreprises franches (EF) opérationnelles à Madagascar

Source : Economic development board of Madagascar



1 728,8

milliards d'ariary de recettes budgétaires ont été collectés par la Douane pour les six premiers mois de l'année 2024

Source : Douane malagasy



7,455

milliards d'ariary de recettes générées par la pêche industrielle aux crevettes en six mois

Source : ministère de la Pêche et de l'Economie bleue



9 889,9

milliards d'ariary d'importation ont été enregistrés à la Douane pour les six premiers mois de l'année 2024

Source : Douane malagasy

Cours des changes du 28/06/2024

Devises	Plus bas	Plus haut	Cours de référence
USD	4 460,00 Ariary	4 472,00 Ariary	4 466,15 Ariary
EUR	4 762,00 Ariary	4 786,00 Ariary	4 774,08 Ariary

Classement des ports conteneurisés mondiaux en 2023

En 2023, les ports asiatiques dominent le classement mondial des ports à conteneurs, sur les 30 principaux ports mondiaux, 23 sont en Asie avec une forte représentation chinoise.



- N°1** - Port de Shanghai - Chine : 49.15 millions d'EVP
- N°2** - Port de Singapour : 39.01 millions d'EVP
- N°3** - Port de Ningbo-Zhoushan - Chine : 35.3 millions d'EVP
- N°4** - Port de Qingdao - Chine : 30 millions d'EVP
- N°5** - Port de Shenzhen - Chine : 29.9 millions d'EVP
- N°6** - Port de Guangzhou - Chine : 25.04 millions d'EVP
- N°7** - Port de Busan - Corée du Sud : 23.15 millions d'EVP
- N°8** - Port de Tianjin - Chine : 22.16 millions d'EVP
- N°9** - Port de Los Angeles-Long Beach - US West Coast : 16.64 millions d'EVP
- N°10** - Port de Dubai - Emirats Arabes Unis : 14.73 millions d'EVP

*EVP ou Equivalent Vingt Pieds est l'unité de mesure pour calculer le volume de conteneurs chargés sur un navire ou stockés dans un terminal.

source: qualitairstea

Textile malgache. Les États-Unis sont devenus l'un des principaux clients de la Grande île. Les exportations de textiles vers les États-Unis ont dépassé 4 milliards de dollars vers l'année dernière, selon le portail d'informations de l'African Growth Opportunity Act (Agoa). Les États-Unis ont ainsi surpassé la France dans l'achat de ces produits. D'après les données incluses dans le document de performance annexé au projet de loi de finances rectificative 2024, 37,7 % des exportations de textiles de la Grande île ont été destinées aux États-Unis en 2023, tandis que 22,13 % ont été exportées vers la France. Le secteur textile a connu une croissance rapide ces dernières années, grâce à l'accord avec l'Agoa et l'accord de partenariat économique avec l'Union européenne. Le secteur textile représente 19,35 % du Produit Intérieur Brut de la Grande île, fournissant des milliers d'emplois et constituant une part significative des exportations malgaches.

Nouvelle liaison aérienne. À partir du 3 septembre 2024, quatre vols hebdomadaires seront opérés par la compagnie aérienne Emirates pour lier Dubaï et Antananarivo, avec une escale aux Seychelles. Cette nouvelle liaison aérienne d'Emirates permettra de connecter Madagascar avec plus de 140 destinations, contribuant ainsi à l'objectif du ministère du Tourisme d'attirer un million de voyageurs internationaux d'ici 2028. Le développement des échanges commerciaux sera également favorisé car la branche cargo de la compagnie, offrira une capacité de fret de 22 tonnes par semaine au départ et à destination de la capitale malgache, facilitant les exportations de Madagascar vers des marchés clés tels que les Émirats Arabes Unis, la Chine, l'Indonésie, la France et les États-Unis via le hub ultramoderne de Dubaï.

Plateforme e-TariffTool. L'e-TariffTool est désormais disponible à Madagascar, un outil en ligne développé par la Douane malgache. Accessible au grand public, l'e-tarif permet d'obtenir instantanément des informations complètes sur les codes tarifaires ainsi que sur les droits et taxes applicables à différents types de marchandises. Grâce à l'appui de l'Organisation mondiale des Douanes (OMD) via le programme Système harmonisé (SH) Afrique, la direction générale des Douanes a pu développer cette nouvelle plateforme. Conçue pour faciliter la consultation en ligne des tarifs douaniers qui, actuellement comprennent plus de 6.250 lignes tarifaires, cet outil est déjà opérationnel dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne et d'Afrique de l'Est voire à l'île Maurice.

Appui du FMI. La demande de financement au titre de Facilité Élargie de Crédit (FEC) et de Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD) pour Madagascar a été accordée par le Fonds Monétaire International. La Grande île bénéficie d'une enveloppe de 337 millions de dollars pour la FEC et d'un montant de 321 millions de dollars pour la FRD. Destiné à soutenir la résilience économique malgache, une partie du montant de la FEC dont 48 millions de dollars ont été déjà décaissés. Ce programme FEC servira d'appui crucial nécessaire à la viabilité budgétaire, au renforcement de la gouvernance, à la stabilité monétaire et financière, au soutien à l'industrialisation et au développement du capital humain. A son tour, les fonds octroyés dans le cadre du programme FRD sont prévus pour éradiquer les vulnérabilités climatiques en concevant des politiques climatiques appropriées.

Journée mondiale du lait. Comme les autres 48 nations, la Grande île n'a pas manqué de participer à la célébration de la journée mondiale du lait, célébrée chaque 1er juin. Sous la houlette du ministre de l'Agriculture et de l'élevage, Suzelin R. Ratoharianjaona, les festivités se sont déroulées au Parvis Analakely, réunissant tous les acteurs qui s'opèrent dans cette filière. Pour le grand public, un tel événement permet de rappeler l'importance de la consommation de lait et de ces dérivés, tout en notant que la consommation de lait par habitant à Madagascar reste encore faible, avec moins de 7 litres par an. Sous un autre angle, la célébration s'adresse aux éleveurs et producteurs de produits laitiers en leur incitant à conjuguer des efforts pour améliorer la qualité du lait malgache, la qualité des produits, et mettre en avant le bien être des vaches et de leur progéniture.

Appui budgétaire de la BAD. La Banque Africaine de Développement a accordé un appui budgétaire à hauteur de 132 millions de dollars en faveur de Madagascar. Ce fond résulte d'un plaidoyer effectué par le ministère de l'Économie et des Finances auprès de la BAD. La ministre de tutelle a donc reçu une délégation de la BAD annonçant l'octroi de ce fond qui arrive à point nommé pour réduire la pauvreté. A titre de rappel, ce département ministériel a participé à la 59ème assemblée annuelle de cette institution bancaire africaine. Plusieurs demandes d'appuis financiers ont été soulevés par la ministre afin de stimuler l'économie malgache. Ce fond alloué par la BAD en est une réponse positive et témoigne la confiance des bailleurs à l'égard de la Grande île.

Huiles essentielles de Madagascar. Madagascar dispose plus d'une trentaine de types d'huiles essentielles. Réputées par sa qualité, nos huiles essentielles attirent des grandes marques de mode de luxe telles que Gucci, Chanel. Sans oublier que ces huiles sont également très recherchées par les laboratoires pharmaceutiques et les entreprises dans l'agroalimentaire. Figurant parmi les trois principaux produits d'exportations agricoles de Madagascar, la Grande île connaît encore une faible production d'huiles essentielles et détient une très petite part de marché mondial. En effet, les entreprises de la filière sont encore confrontées à certaines difficultés telles que l'obtention de licences et de permis et le manque de transparence et de cohérence sur les réglementations nationales et internationales. Face à ces difficultés, la Banque Mondiale s'est rapprochée du Gouvernement malgache et du Groupement des exportateurs d'huiles essentielles (Gehem) pour appuyer les producteurs. Le premier pas était la création d'un portail d'information sur les huiles essentielles pour offrir aux entreprises une vue transparente et complète du paysage réglementaire du secteur.

03

INFOGRAPHIE

Les chiffres du mois

04

MEMO ECONOMIQUE

Classement des ports conteneurisés mondiaux

05

BRÈVES DE L'ÉCONOMIE

L'essentiel des actualités économiques du mois

07

FILIERE VANILLE

Vanille : la création d'une organisation de régulation internationale soutenue par l'ONU

08

ENERGIES

Madagascar Oil : l'huile lourde de Tsimiroro représente un atout économique de taille

09

PERSPECTIVES ECONOMIQUES

Madagascar face à des défis économiques majeurs : perspectives de croissance et parité de pouvoir d'achat

10

ECONOMIE REGIONALE

L'économie bleue : une stratégie vitale pour la prospérité des pays insulaires

12

COMMERCE INTERNATIONAL

La mer Rouge en crise : répercussions globales du blocage du transport maritime

14

CCIFM

Echos du mois

16

ÉCONOMIE – FINANCES

Cours de l'or - Prix du gaz naturel - Evolution du prix du pétrole - Classification des pays par niveau de revenu - Commerce bilatéral France - Madagascar Relevé des prix

19

AGENDA

Dates et évènements à retenir

05

BRÈVES DE L'ÉCC

07



08



10



12



Toute reproduction, représentation ou diffusion, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse de la CCI France Madagascar, est interdite.

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE

La CCI France Madagascar ne peut en aucun cas être tenu pour responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication dans un but autre que celui qui est le sien, à savoir informer et non délivrer des conseils personnalisés.

Vanille : la création d'une organisation de régulation internationale soutenue par l'ONU

Narindra Rakotondrainibe | sae@ccifm.mg

Un tournant significatif a été franchi dans le commerce international de la vanille, un produit de grande valeur, grâce à l'initiative soutenue par l'Organisation des Nations Unies (ONU). Lors d'une réunion historique à Genève, le ministre malgache de l'Industrialisation et du Commerce, Edgard Razafindravahy, et la Secrétaire générale de l'ONU Commerce et Développement, Rebeca Grynspan, ont discuté de la création de l'Organisation Internationale de la Vanille (VIO).

Soutien de l'ONU et développement de la VIO

Rebeca Grynspan a exprimé son soutien à cette initiative. Elle a souligné l'importance stratégique de la vanille pour de nombreux pays producteurs, notamment Madagascar, qui est le premier producteur mondial. Elle devient alors une défenseuse majeure de cette initiative, reconnaissant les défis auxquels les producteurs de vanille sont confrontés. Il s'agit surtout de la volatilité des prix, qui menace la stabilité économique des producteurs locaux.

Madagascar en première ligne

Lors de cette rencontre, le ministre Razafindravahy a exposé les défis actuels du marché. On remarque une instabilité économique qui représente un problème majeur pour les producteurs locaux. Pour remédier à cette situation, la création de la VIO a été proposée. Cette structure devrait s'inspirer du modèle de l'Organisation Internationale du Cacao. Cette idée avait déjà reçu un soutien initial lors de la 13^{ème} réunion ministérielle de l'OMC à Abu Dhabi, avec l'appui des Comores, de l'Ouganda et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. La VIO a pour objectif de stabiliser les prix de la vanille sur le marché international. Elle devrait également promouvoir des pratiques durables et coordonner les politiques entre les pays producteurs. Cette initiative vise à offrir une solution pérenne aux perturbations du marché. Elle contribuerait à assurer des revenus stables pour les producteurs et mettrait fin aux spéculations sur les prix.

Vers une solution durable

La création de la VIO représente une réponse concrète aux défis persistants du marché mondial de la vanille. Avec le soutien de l'ONU Commerce et Développement, cette initiative semble bien favorable pour transformer positivement l'industrie de la vanille. Rebeca Grynspan a promis le support de l'ONU pour concrétiser ce projet ambitieux, renforçant ainsi l'espoir d'une solution durable pour les producteurs.

Importance de la vanille sur le marché international

La vanille est l'une des épices les plus précieuses et les plus demandées au monde. Utilisée principalement dans l'industrie alimentaire pour aromatiser les produits, elle est également prisée dans les secteurs de la cosmétique et de la parfumerie.

La demande mondiale dépasse souvent l'offre, ce qui conduit à des fluctuations de prix significatives.

Madagascar, en tant que premier producteur mondial, joue un rôle crucial sur le marché de la vanille. Cependant, les producteurs locaux sont généralement victimes de cette volatilité des prix, ce qui affecte leur revenu et leur qualité de vie. La création de la VIO pourrait offrir une solution à long terme en stabilisant les tarifs et en garantissant des gains plus prévisibles pour les producteurs.



L'avenir de l'industrie de la vanille

Avec la mise en place de la VIO, l'industrie de la vanille pourrait entrer dans une nouvelle ère de stabilité et de durabilité. En stabilisant les prix, cette structure pourrait également encourager des pratiques agricoles plus durables et plus respectueuses de l'environnement. Elle devrait ainsi contribuer à la préservation des écosystèmes locaux.

La collaboration entre Madagascar, l'ONU et d'autres pays producteurs est un signe prometteur pour l'avenir de l'industrie de la vanille. En travaillant ensemble, ces acteurs peuvent créer un marché plus équitable et plus stable pour cette épice précieuse. Une initiative qui devrait alors assurer un avenir meilleur pour les producteurs de vanille à travers le monde.

En gros, la création de l'Organisation Internationale de la Vanille, soutenue par l'ONU, est une initiative ambitieuse et nécessaire pour répondre aux défis du marché mondial de la vanille. Avec des objectifs clairs et un soutien international fort, cette organisation a le potentiel de transformer l'industrie de la vanille et de garantir une prospérité durable pour les producteurs de cette épice précieuse.

Madagascar Oil : l'huile lourde de Tsimiroro représente un atout économique de taille

Narindra Rakotondrainibe | sae@ccifm.mg

Suite à l'achèvement de sa restructuration financière, approuvée par la justice aux Bermudes où se trouve son siège social, Madagascar Oil fait des progrès constants vers la stabilité et la reprise de ses activités. Cette avancée est accueillie avec enthousiasme par les industries locales. Celles-ci dépendent largement de l'huile lourde extraite par l'entreprise à Tsimiroro. Considérée comme un atout économique majeur, cette ressource contribue de manière significative à l'économie malgache.

Un soutien essentiel aux industries lourdes

Les camion-citernes arborant le logo de Madagascar Oil parcourant la RN7 sont devenus une image emblématique du paysage routier malgache. Depuis 2022, la société approvisionne diverses industries de la région Vakinankaratra, opérant dans des secteurs tels que le textile, l'agroalimentaire et la cimenterie. Ces industries, connues pour leurs fortes consommations énergétiques, bénéficient grandement de l'utilisation de cette huile lourde. L'huile leur permet de produire leur propre électricité à l'aide de générateurs de grande capacité. La qualité de l'huile lourde de Tsimiroro est supérieure à celle des huiles importées, selon les experts. Avec un taux de soufre de seulement 0,3 %, comparé aux 2 % des huiles importées, et un pouvoir calorifique supérieur, elle offre des performances remarquables. Ces caractéristiques permettent à Madagascar Oil de fournir des produits parfaitement adaptés aux besoins spécifiques des utilisateurs. Elle consolide ainsi sa position sur le marché local.



Des gains économiques substantiels

La présence de l'huile lourde de Tsimiroro dans l'économie malgache est un atout considérable. Pour les grandes industries, les économies sont évaluées à 20 %, résultant en une diminution significative des coûts énergétiques et une augmentation de la productivité. Cette réduction des charges énergétiques est cruciale pour les industries locales, qui peuvent ainsi augmenter leur compétitivité et leurs marges bénéficiaires.

De plus, la disponibilité de l'huile lourde de Tsimiroro pourrait améliorer l'attractivité de Madagascar pour les investisseurs

étrangers. La stabilité et la qualité de cette ressource énergétique sont des arguments de poids pour attirer des investissements directs étrangers. On sait d'ailleurs que ces derniers sont essentiels pour le développement économique du pays.

Conditions politiques et juridiques favorables

Pour que l'exploitation de cette ressource lourde continue de bénéficier à l'économie malgache, il est crucial que les conditions politiques et juridiques soient favorables et respectées. Madagascar Oil envisage d'étendre son approvisionnement à d'autres régions, ce qui pourrait avoir un impact encore plus important sur l'économie nationale. Une réglementation claire et stable est essentielle pour garantir que cette richesse nationale soit exploitée de manière durable et bénéfique pour tous.

Un avenir prometteur pour Madagascar Oil

La restructuration financière de Madagascar Oil marque le début d'une nouvelle ère pour l'entreprise et pour l'économie malgache. Avec un modèle économique solide et une ressource de haute qualité, l'entreprise est bien positionnée pour jouer un rôle clé dans le développement industriel du pays. Les industries locales continuent de bénéficier de l'huile lourde, renforçant ainsi la base économique du pays. L'extension de l'approvisionnement en huile lourde vers d'autres régions pourrait également créer de nouvelles opportunités pour l'industrie énergétique locale. En exploitant pleinement cette ressource, Madagascar Oil peut contribuer de manière significative à l'autonomie énergétique de Madagascar et à la création d'emplois, tout en soutenant le développement durable.

En conclusion, l'huile lourde de Tsimiroro représente un atout économique de taille pour la Grande-Île. Grâce à la qualité supérieure de cette ressource et à la gestion efficace de Madagascar Oil, le pays est bien placé pour tirer pleinement parti de cette richesse naturelle. Avec des conditions politiques et juridiques stables, Madagascar peut espérer un avenir économique prospère. Celui-ci peut être soutenu par l'exploitation responsable et durable de l'huile lourde de Tsimiroro.

Madagascar face à des défis économiques majeurs : perspectives de croissance et parité de pouvoir d'achat

Narindra Rakotondrainibe | sae@ccifm.mg

A lors que la croissance mondiale montre des signes de stabilisation après plusieurs années de turbulences, Madagascar se trouve dans une position économique délicate. Les prévisions d'évolution du pays, bien que positives, restent relativement faibles par rapport à d'autres nations de la région subsaharienne. Parallèlement, le rapport de la Banque africaine de développement (BAD) sur les parités de pouvoir d'achat (PPA) met en lumière des défis significatifs pour l'économie malgache.

Perspectives de croissance économique

Selon les dernières perspectives économiques mondiales de la Banque mondiale, la croissance de Madagascar est estimée à 4,5 % pour cette année. De légères augmentations sont prévues et devraient atteindre 4,6 % en 2025 et 4,7 % en 2026. Bien que ces chiffres soient supérieurs à la moyenne régionale annoncée de 3,5 % en 2024 et 3,9 % en 2025, ils demeurent modestes comparés aux taux des autres pays comme l'Éthiopie, la Côte d'Ivoire ou le Bénin. Ces nations prévoient une croissance entre 6 % et 7 % pour les trois prochaines années.

Les prévisions pour Madagascar sont certes positives, mais insuffisantes pour répondre aux besoins croissants de sa population et améliorer significativement le niveau de vie. La Banque mondiale souligne que les pays en développement, comme la Grande-Île, doivent relever plusieurs défis pour stimuler leur croissance. Parmi ceux-ci figurent la réduction de la dette publique, l'encouragement de l'investissement privé et l'amélioration des infrastructures de base.

Séquelles économiques et défis futurs

La croissance économique mondiale montre des signes de stabilisation après les perturbations provoquées par la pandémie de Covid-19, les conflits, l'inflation et le durcissement monétaire. Cependant, elle n'a pas encore retrouvé ses niveaux d'avant 2020. Pour les pays en développement, la croissance devrait fléchir légèrement, passant à une moyenne de 4 % en 2024-2025. Dans les économies avancées, les évolutions devraient rester stables à 1,5 % en 2024 et progresser à 1,7 % en 2025.

Indermit Gill, premier vice-président et économiste en chef du Groupe de la Banque mondiale, souligne que les nations les plus pauvres, comme Madagascar, continuent de faire face à des défis importants. On peut notamment parler du lourd fardeau de la dette, des opportunités limitées en matière de commerce et des épisodes climatiques coûteux. Pour stimuler la croissance, par exemple, une attention particulière doit être accordée à l'investissement public. Selon la Banque mondiale, une augmentation de l'investissement public de 1 % du PIB peut entraîner une

amélioration de la production jusqu'à 1,6 % à moyen terme dans les économies en développement.

Parités de pouvoir d'achat et position économique

Le rapport de la BAD sur les parités de pouvoir d'achat (PPA) révèle que Madagascar reste en 45^{ème} position parmi les 52 pays africains évalués, représentant seulement 1% de la production régionale. Cette position illustre la relative faiblesse économique de Madagascar sur le continent. En termes de PPA, l'Afrique contribue à 5,4 % du produit intérieur brut mondial tout en représentant 18,5 % de la population mondiale. Des chiffres qui mettent en évidence les défis de développement du continent.

Le rapport de la BAD montre également que l'économie africaine a produit des biens et services d'une valeur d'environ 8 200 milliards de dollars en 2021. Cela ne représente que 5,4 % du PIB mondial malgré une croissance de 28,51 % par rapport à 2017. Les principales économies africaines telles que l'Égypte, le Nigéria et l'Afrique du Sud, concentrent une grande partie de la richesse économique du continent. Madagascar, en revanche, se trouve parmi les dix derniers, illustrant ses défis persistants en matière de développement économique.

Implications et recommandations

Madagascar doit aborder ces défis avec une stratégie claire pour stimuler sa croissance économique et améliorer sa position relative en termes de PPA. La réduction de la dette publique, la promotion de l'investissement privé et l'amélioration des infrastructures sont essentielles pour créer un environnement propice à la croissance. De plus, une gestion prudente de l'inflation et des taux d'intérêt est cruciale pour maintenir la stabilité économique.

Bien que les perspectives de croissance pour Madagascar soient modestes, elles offrent une base sur laquelle le pays peut bâtir. Avec des réformes appropriées et un engagement à améliorer les infrastructures et à encourager l'investissement, le pays peut surmonter les défis actuels et progresser vers une économie plus robuste et résiliente.

L'économie bleue : une stratégie vitale pour la prospérité des pays insulaires

Narindra Rakotondrainibe | sae@ccifm.mg

Les Petits États Insulaires en Développement (PEID) se trouvent souvent en première ligne face aux impacts des crises mondiales. Leur vulnérabilité est exacerbée par le changement climatique, la pollution et les turbulences économiques. En mai 2024, une conférence internationale organisée sous l'égide de l'ONU a réuni ces nations pour discuter des solutions visant à atténuer ces vulnérabilités et à promouvoir une gestion durable des ressources marines.

Des opportunités dans la gestion durable des ressources marines

Malgré les défis liés à leur faible superficie terrestre, les PEID possèdent de vastes territoires océaniques. Grâce à une gestion durable des ressources marines, ces territoires peuvent devenir des moteurs de croissance économique et de création d'emplois. Actuellement, les activités marines et côtières contribuent pour environ 2 500 milliards de dollars par an à l'économie mondiale. Cette contribution est appelée à augmenter, faisant de l'océan une source d'opportunités et de prospérité futures pour les PEID.

La Banque mondiale joue un rôle crucial en aidant ces pays à développer une économie bleue durable. L'objectif est de favoriser l'adaptation au changement climatique, de créer des emplois, de stimuler la croissance et d'améliorer la qualité de vie des populations.

Investir dans la résilience face aux dangers de la mer

Un exemple concret de cette stratégie se trouve à Sao Tomé-et-Principe. Arlindo Carvalho, coordinateur technique au ministère des Infrastructures, des Ressources naturelles et de l'Environnement, souligne l'importance de la pêche dans l'apport en protéines animales. Le programme de gestion du littoral ouest-africain (WACA) soutient des initiatives pour améliorer les infrastructures côtières dans les communautés de pêcheurs santoméennes. Les projets incluent la rénovation des routes, la construction de brise-lames et de digues, ainsi que l'amélioration des rampes de mise à l'eau. On n'oublie pas non plus la sécurité des habitations contre les tempêtes et l'élévation du niveau de la mer.

En outre, la surpêche a conduit à une diminution des stocks de poissons près des côtes. Une situation obligeant les pêcheurs à s'aventurer en mer plus loin et à affronter des conditions dangereuses. Grâce aux projets de la Banque mondiale, environ 3 000 pêcheurs ont reçu des kits de sécurité en mer. Ces équipements comprennent des instruments de navigation GPS, des

pochettes étanches pour les appareils électroniques et des gilets de sauvetage.

Préserver les pêcheries vulnérables

La pêche artisanale côtière est essentielle pour les économies des PEID du Pacifique, fournissant revenus, nutriments et aliments pour la moitié des ménages. Environ 60 % de la production mondiale de thon provient de l'océan Pacifique. Le changement climatique menace de modifier les zones de pêche et de réduire les volumes des prises, rendant cruciale une meilleure gestion des ressources halieutiques.



Le programme régional de protection des paysages océaniques des îles du Pacifique (PROP) aide les pays à développer des moyens de subsistance durables fondés sur l'économie bleue. Il soutient la création d'autorités nationales pour mieux réglementer la pêche et la sécurité sanitaire des produits de la mer. Une initiative qui facilite ainsi les exportations vers l'Union européenne. Les efforts comprennent l'introduction de nouveaux systèmes électroniques de contrôle et de suivi ainsi que la mise en place de centres de surveillance.

Renforcement des capacités et modernisation

Aux Îles Marshall, le PROP aide à moderniser les systèmes de suivi, de surveillance et de contrôle des navires pour consolider la pêche au thon. Aux Tonga, le programme finance l'acquisition de dispositifs de

concentration de poissons, de balises flottantes, de matériel de sécurité et de navires d'assistance. Il renforce aussi les capacités des pêcheries locales. L'archipel de Kiribati, quant à lui, se concentre sur le renforcement de son système de suivi et de surveillance des pêches. Cela passe notamment par la construction

et l'équipement de nouveaux centres. Mariaa Henry, responsable de l'inspection des pêches, souligne l'importance de ces efforts pour préserver les ressources marines pour les générations futures.

Les petits États insulaires en développement (PEID) regroupent les petits territoires et pays insulaires qui sont confrontés à des enjeux de développement durable similaires. Les membres des PEID sont exposés à des risques sociaux, économiques et environnementaux semblables.

Notons toutefois que tous les pays appartenant aux PEID ne sont pas forcément des îles comme le Belize, la Guinée-Bissau, le Guyana et le Suriname. Ces derniers représentent les mêmes caractéristiques que les îles membres et sont confrontés aux mêmes difficultés.

Les caractéristiques communes aux **PEID** :

- **L'isolement** : les PEID se situent dans les océans et les mers du monde, voire dans des régions isolées et écartés des autres terres émergées considérées comme les plus proches. Ainsi, leur accès paraît souvent difficile et cher.



- **Une population de petite taille** : les PEID sont caractérisés par un faible nombre d'habitants, estimé comme raison de la lenteur au développement de leur économie.

- **Abondance en ressources marines** : certains PEID sont classés comme « grands États océaniques ». Disposant des vastes zones économiques exclusives, les PEID disposent des ressources marines et océaniques vitales pour leurs économies. Ces ressources sont des atouts pour stimuler la croissance économique via le tourisme et la pêche.



- **Une dépendance aux produits d'importations** : ne possédant qu'un faible territoire terrestre, les PEID sont dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins en alimentation et en énergie. Ils s'approvisionnent donc vers d'autres pays étrangers, et sont vulnérables aux crises mondiales.



- **Un accès limité au financement** : quelques pays dans la catégorie des pays les moins avancés (PMA) ne parviennent pas à obtenir des fonds nécessaires aux financements de leurs projets de développement. La raison repose sur le manque de capacités techniques locales.

- **La dette** : plus de 40% des PEID sont endettés à des niveaux excessifs ou sont sur le point de se lancer dans cette situation.

- **La fragilité au changement climatique** : bien que les PEID émettent une proportion très faible de gaz à effet de serre, ils subissent néanmoins des conséquences sévères du changement climatique. Les impacts incluent des infrastructures détruites, des pertes économiques et culturelles, des vies humaines perdues, des moyens de subsistance anéantis, un appauvrissement de la biodiversité et des déplacements forcés.



Les pays africains membres des PEID : Le Cap-Vert, les Comores, la Guinée équatoriale, la Guinée-Bissau, Madagascar, Maurice, São Tomé-et-Principe, les Seychelles et Zanzibar.

La mer Rouge en crise : répercussions globales du blocage du transport maritime

Narindra Rakotondrainibe | sae@ccifm.mg

La mer Rouge représente une voie de transit indispensable correspondant à 30 % du trafic mondial de conteneurs. Cette voie fait actuellement face à une crise sans précédent ayant des répercussions majeures sur le transport maritime, l'économie mondiale et l'environnement. Selon une nouvelle publication de la Banque mondiale, cette crise résulte des attaques récentes sur des navires commerciaux dans le contexte de conflits au Moyen-Orient.

Contexte de la crise

La mer Rouge est devenue un champ de bataille des milices houthies et des pirates somaliens. Les frappes de missiles et de drones armés par ces derniers empêchent la navigation sur la mer Rouge qui traversent le canal de Suez de l'est vers l'ouest, ou dans l'autre sens et du côté de l'océan Indien occidental.

Pour les houthies, la raison de l'attaque repose sur l'idée de reprendre contrôle du Yémen, un pays qui est situé aux portes de la mer Rouge. Les navires et cargos attaqués pendant la navigation ont donc poussé les forces occidentales à intervenir. D'autant plus, le conflit s'intensifie du moment où les houthis soutiennent le Hamas dans la guerre contre Israël. Sans doute, cette perturbation représente des impacts négatifs sur la sécurité et le commerce pour l'ensemble de l'Afrique.



Alternative et enjeux

À la fin du mois de mars 2024, le volume de trafic via le canal de Suez et le détroit de Bab Al-Mandab avait chuté de moitié. En parallèle, le passage par le cap de Bonne-Espérance, une route alternative, connaissait une augmentation de 100 %. Cette redirection des flux maritimes entraîne une amplification significative des distances parcourues par les porte-conteneurs et les navires-citernes, allongeant les trajets de 53 % en moyenne. Cette situation accroît la consommation de fioul lourd et, par conséquent, les émissions de CO₂, exacerbant ainsi les enjeux environnementaux mondiaux.

Conséquences économiques et environnementales

La crise en mer Rouge a entraîné une flambée des prix du fret et des frais d'assurance, favorisant l'inflation et affectant négativement les économies dépendantes du transport maritime. Les ports de la mer Rouge et les économies qui en dépendent ressentent fortement ces perturbations. Si certains bénéficient du détournement du trafic, beaucoup d'autres subissent une baisse des volumes. Les ports yéménites, en particulier, connaissent des problématiques majeures avec des répercussions tangibles sur l'Arabie saoudite, bien que ces effets diminuent à mesure que l'on s'éloigne de l'épicentre du conflit.

Réponses politiques et opportunités de croissance

Face à cette crise, les décideurs doivent rester vigilants et évaluer continuellement l'évolution de la situation et ses répercussions. Maintenir des cadres de politique monétaire, de change et budgétaire robustes est essentiel pour atténuer les vulnérabilités économiques en cas de nouveaux chocs. Selon la gravité de l'impact et la marge de manœuvre budgétaire disponible, des mesures anticycliques pourraient être envisagées pour contrer ces effets négatifs.

Paradoxalement, la crise en mer Rouge pourrait également ouvrir de nouvelles opportunités de croissance pour certaines économies. La tendance mondiale à la relocalisation et à la délocalisation de proximité ou « amicale » augmente les coûts du commerce. Cependant, elle offre aussi des perspectives pour les pays géographiquement proches de grands blocs économiques comme l'Union européenne et les États du Golfe.

Avec un climat d'investissement attractif et des cadres réglementaires solides, les pays d'Afrique du Nord pourraient se positionner avantageusement pour accueillir des investissements directs étrangers de ces régions. Cela stimulerait l'investissement local, créerait des emplois, augmenterait les revenus et faciliterait le transfert de technologies. Des opportunités qui vont ainsi contribuer à la résilience et à la croissance des économies locales.

Coopération internationale

La crise du transport maritime en mer Rouge rappelle l'interdépendance des échanges mondiaux et l'importance de maintenir la sécurité et l'ouverture des routes commerciales. La communauté internationale doit unir ses efforts pour naviguer dans ces eaux troubles. Elle doit travailler pour atténuer les conséquences économiques et environnementales de cette crise. Les acteurs globaux doivent collaborer pour garantir la sécurité des voies maritimes. Des solutions durables doivent être mises en place pour les défis posés par les conflits régionaux et leurs impacts sur le commerce mondial.

En conclusion, la crise de la mer Rouge illustre les problématiques complexes auxquels sont confrontées les économies mondiales interconnectées. Elle souligne la nécessité d'une vigilance continue, de réponses politiques adaptées et d'une coopération internationale renforcée. L'objectif est d'assurer la stabilité économique et environnementale sur le long terme.



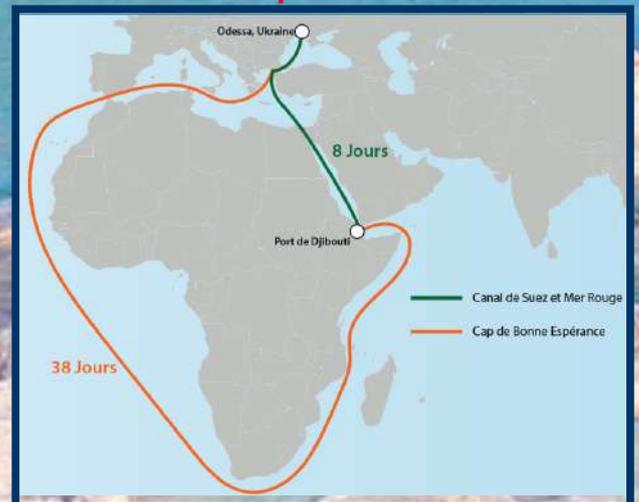
Menaces maritimes dans l'Océan Indien



Route maritime alternative



Retard d'expédition de blé



Club affaires – 05 juin 2024



La CCIFM en collaboration avec l'Association Progrès Management a organisé un club affaires autour du thème : «**Identifier les signaux faibles, anticiper et déployer les changements de modèles économiques**». Ce club affaires s'est tenu au bureau de la Chambre et a été présenté par Michel Ressayguier.

Séance d'informations avec la CNAPS : 19 juin 2024



Une rencontre entre les adhérents de la CCI France Madagascar et l'équipe de la CNAPS. La séance avait pour objet de présenter les prestations de la CNAPS, de sensibiliser les entreprises sur la RSE. Une formation sur les services en ligne de la CNAPS, comme la Déclaration Nominative des Salaires en ligne « DNS en ligne » était également au programme.

Assemblée générale de la CCIFI : 26 juin 2024



La CCI France Madagascar a été représentée par son vice-président, Alain Razafindrabe. L'AG s'est tenue à Paris, réunissant les présidents et directeurs des Chambres membres du réseau de la CCI France International.

Mission à Mayotte :

Johanne Raharinosy, Présidente de la CCIFM a effectué une mission sur l'île de Mayotte. Sa mission été ponctuée de visites et de rencontres avec diverses personnalités clés. La première visite s'agit bien évidemment la CCI Mayotte, pendant laquelle les deux Chambres ont discuté des potentielles collaborations entre les deux îles, proches géographiquement.

Profitant de sa mission à Mayotte, elle a également eu l'occasion de visiter le premier datacenter de l'île, le Datacenter Housing services ITH sas, une infrastructure conforme à la norme de sécurité Tier III, destinée à servir les opérateurs et entreprises de services numériques.

Les rencontres étaient enrichissantes et prometteuses. Une rencontre avec Isabelle Chevreuil, experte comptable / commissaire aux comptes, élue de la

CCI Mayotte en charge de la formation et ancienne Présidente du Cap Business Océan Indien a permis de mettre en exergue l'intérêt de la réadhésion de la CCIFM au Cap Business Océan Indien.

En effet, Cap Business Océan Indien est une association qui a pour mission de promouvoir la zone Océan Indien, facilitant les partenariats économiques internationaux, le co-développement et les stratégies communes de conquête des marchés extérieurs.

Johanne Raharinosy a également eu le privilège d'échanger avec Nazra Selemani , secrétaire général du Medef (Mouvement des entreprises de France) à Mayotte ainsi qu'avec Thani Mohamed Soilihi, Sénateur de Mayotte.



Visite de la CCI Mayotte:

Mounirou Matormatsa, Directeur des entreprises et territoires de la CCI France Mayotte - Johanne Raharinosy Présidente de la CCIFM - Abdoul-Karime Bamana, Directeur Général de la CCI France Mayotte



Visite Datacenter tier III de Mayotte : Johanne Raharinosy Présidente de la CCIFM -Thierry Saidani, représentant de Mayotte auprès de l'ambassade de France à Madagascar - Feïçoil Mouhoussoune, CEO du Datacenter Housing services ITH sas



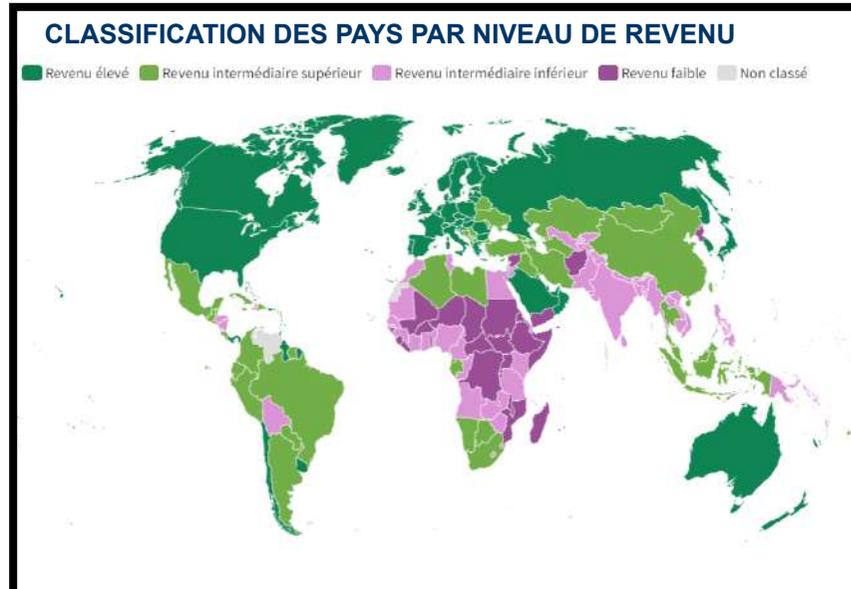
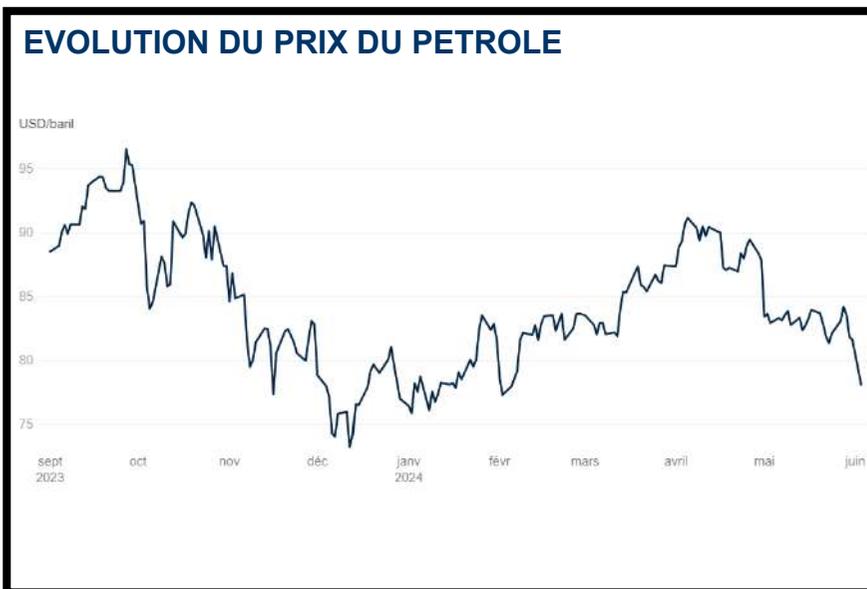
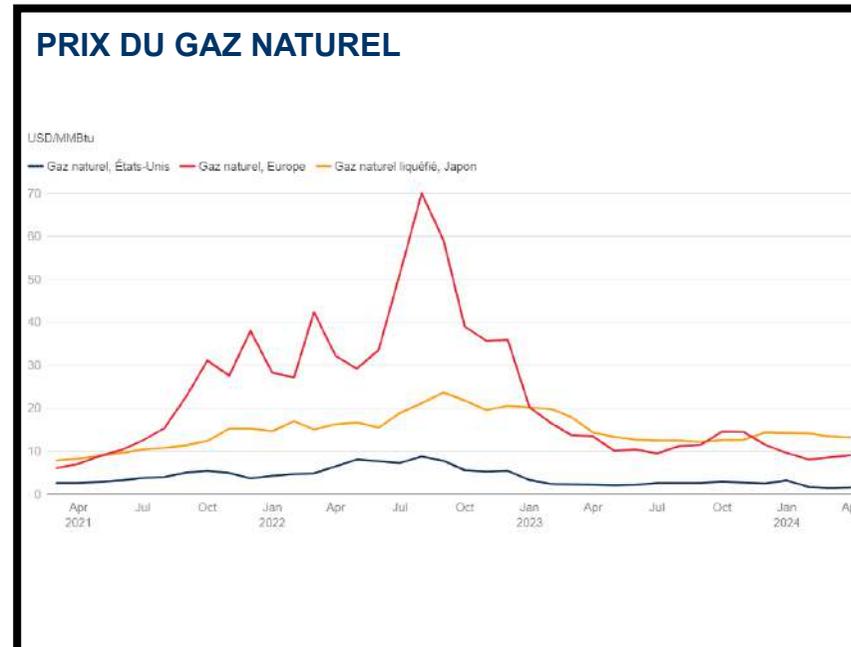
Rencontre avec Isabelle Chevreuil

Miandra Ratrimoarivony Président de la commission Juridique et environnement des affaires de la CCIFM - Isabelle Chevreuil, ancienne Présidente du Cap Business Océan Indien -Eric Verbard, Associé du cabinet RSM France - Johanne Raharinosy Présidente de la CCIFM



Rencontre avec Medef

Nazra Selemani , secrétaire général du Medef - Johanne Raharinosy Présidente de la CCIFM - Eric Verbard, Associé du cabinet RSM France - Miandra Ratrimoarivony Président de la commission Juridique et environnement des affaires de la CCIFM



Source : Banque Mondiale

ÉCONOMIE – FINANCES
COMMERCE BILATÉRAL FRANCE-MADAGASCAR

Année 2022 à 2024

Exportations FAB hors matériel militaire (valeurs brutes en milliers d'euros)				
	Année 2022	Année 2023	4 mois 2023	4 mois 2024
Total	204 893	196 879	68 559	61 322
1320 - Tissus	64 580	69 616	22 822	18 638
2120 - Préparations pharmaceutiques	33 662	30 831	10 076	13 526
1091 - Aliments pour animaux de ferme	17 729	14 275	5 023	5 017
1419 - Autres vêtements et accessoires	16 393	9 640	4 669	3 829
2620 - Ordinateurs et équipements périphériques	12 750	10 183	3 556	3 260
1396 - Autres textiles techniques et industriels	10 853	13 038	4 063	2 285
1051 - Produits laitiers et fromages	7 207	7 798	3 827	2 074
1399 - Autres textiles n.c.a.	7 954	4 152	1 288	2 168
2229 - Autres produits en matières plastiques	4 681	5 057	2 581	1 519
1512 - Articles de voyage, de maroquinerie, de sellerie et de bourrellerie	6 669	4 816	1 903	1 403
2813 - Autres pompes et compresseurs	5 373	7 438	2 872	1 670
2059 - Autres produits chimiques n.c.a.	4 872	5 636	1 562	1 539
2042 - Parfums et produits pour la toilette	4 383	5 010	1 765	1 731
2599 - Autres produits métalliques n.c.a.	4 905	4 858	1 604	1 392
2712 - Matériel de distribution et de commande électrique	2 882	4 531	948	1 271

Importation CAF hors matériel militaire (en millions d'euros)				
	Année2022	Année 2023	4 mois 2023	4 mois 2024
Total	605 246	514 362	183 221	140 869
0128 - Plantes à épices, aromatiques, médicinales et pharmaceutiques	187 890	102 594	58 639	23 841
1020 - Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	110 049	118 565	27 787	20 214
1412 - Vêtements de travail	43 816	28 890	10 486	7 782
1039 - Autres préparations et conserves à base de fruits et légumes	44 196	40 234	14 914	17 420
1413 - Autres vêtements de dessus	41 960	52 917	19 361	18 800
1419 - Autres vêtements et accessoires	39 465	40 144	15 990	15 821
1414 - Vêtements de dessous	40 271	40 296	14 157	14 711
1439 - Autres articles à mailles	22 673	17 244	2 242	3 265
1629 - Autres objets en bois ; objets en liège, vannerie et sparterie	16 579	16 270	8 932	7 479
0124 - Fruits à pépins et à noyau	17 567	28 504	580	278
1512 - Articles de voyage, de maroquinerie, de sellerie et de bourrellerie	15 427	13 725	4 726	5 344
2053 - Huiles essentielles	13 428	9 147	2 771	3 132
1084 - Condiments et assaisonnements	11 925	5 832	2 636	2 782

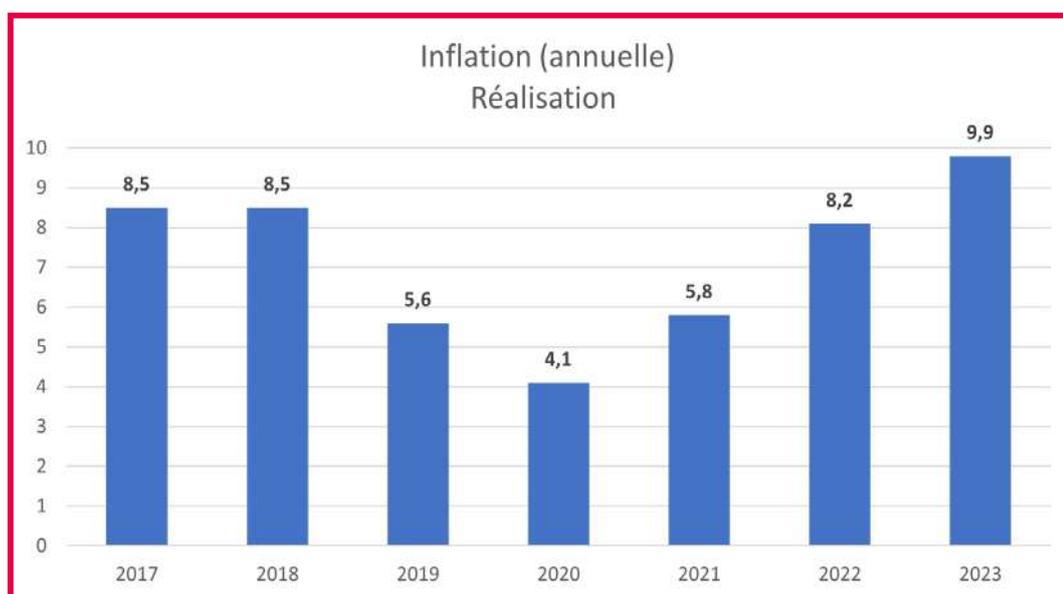
Source : Direction générale des douanes et droits indirects français

ÉCONOMIE – FINANCES
RELEVÉ DES PRIX - JUIN 2024

PRODUITS	QUANTITE/ QUALITE	JUIN 2023	JUIN 2024	VARIATION %
1- Relevé des prix en grande distribution (en Ariary)				
Riz	Makalioka 1 kg	3 890	4 300	10,54
Sucre	blanc 1 kg	6 290	9 500	51,03
Huile Ordinaire	le litre	11500	11 990	4,26
Huile d'arachide	le litre	32 000	26 900	-15,94
Pain	baguette de 170 g	1 000	1000	0,00
Pomme de Terre	le kilo	5 900	6 000	1,69
Bière THB (Nu)	bouteille de 65 cl NU	3 500	4 000	14,29
Poulet de chair	le kilo	19 700	21 900	11,17
Poulet fermier	le kilo	22 400	22 500	0,45
Bœuf basse côte	le kilo	16 900	19 900	17,75
<i>Source: Carrefour Ankorondrano</i>				

2. Relevé des prix des carburants (en Ariary)				
gaz oil	le litre	4 900	4 900	0,00
super 95	le litre	5 900	5 900	0,00
pétrole lampant	le litre	2 430	2 430	0,00
gaz	bouteille de 12,5 kg NU	99 000	94 000	-12,53
<i>(Source : TotalEnergies Ankorondrano)</i>				

Ces prix ont été relevés auprès de Carrefour Ankorondrano pour les produits de grande consommation, et TotalEnergies Ankorondrano pour ce qui concerne les prix des carburants.
 Les prix constatés sont comparés avec ceux de l'année précédente, à la même période, afin d'avoir un aperçu de leur évolution.



EVENEMENTS de la CCI France Madagascar

25 Octobre 2024

Séminaire METANESIS - MOVE UP

La CCIFM, en collaboration avec Metanesis - Move up organisera un séminaire le 25 octobre 2024

EVENEMENTS ECONOMIQUES

13 au 21 Juillet
2024

7ème édition du Festival des baleines à Sainte Marie

Sous le thème de : « Les produits d'excellence de la gastronomie malgache »

12 au 15
Septembre 2024

Foire Internationale de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche

La 6e édition de la Foire Internationale de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche portera sur : « l'agriculture à Madagascar – secteur d'avenir pour l'Océan Indien.

03 et 04 Octobre
2024

Francotech

Un évènement dénommé « FrancoTech » sera organisé en parallèle du Sommet de la Francophonie d'octobre prochain. Il se tiendra à Paris . Cet évènement est destiné à promouvoir les solutions innovantes de la communauté francophone et à favoriser les rencontres d'affaires entre les opérateurs économiques

19 au 23 Octobre
2024

SIAL Paris 2024

Sous le haut patronage de Monsieur Emmanuel Macron, Président de la République Française , le salon agroalimentaire SIAL de renommée mondiale se tiendra à Paris



**CCI FRANCE
MADAGASCAR**

ÉDITEUR

Chambre de Commerce et d'Industrie France Madagascar

Adresse : Résidence « Les Orchidées Blanches »

Lot II M 35 Y K Androhibe

Directeur de la publication : johanne.raharinosy@ccifm.mg

Revue par : johanne.raharinosy@ccifm.mg

ISSN : En cours d'inscription

Tarif annuel (11 numéros) : 220 000 Ariary | 77 €

• ccifm@ccifm.mg